



L'Académie d'Amiens durement touchée par les fermetures de postes



> **LES CONSÉQUENCES DES 13500 SUPPRESSIONS DE POSTES sont maintenant connues pour notre académie.**

- **113 emplois en moins dans les établissements du premier degré.** Malgré quatre créations au titre de l'évolution démographique, 117 emplois disparaissent par l'affectation d'enseignements spécialisés ou en détachement.

- **162 emplois en moins dans les établissements du second degré.** 130 emplois en moins sous prétexte d'une évolution démographique négative, bien qu'en réalité, on soit plus proche de la stagnation, et 32 postes pour la réaffectation de personnes détachées.

Il faudra ajouter à cette hécatombe la suppression de 162 postes de remplaçants, et 13,22 ETP au titre de la réduction du nombre de stagiaires.

A ces suppressions de postes d'enseignants, il faut encore retrancher 11 emplois d'administratifs.

Si notre ministre ne maîtrise pas la règle de trois, il est, semble-t-il, excellent pour effectuer des soustractions. Les conditions de travail des enseignants et de leurs élèves vont continuer à se dégrader. De nombreux étudiants qui se destinaient au métier d'enseignant iront rejoindre les rangs des chômeurs ou des précaires.

Investir dans l'éducation se révèle aujourd'hui une nécessité pour l'avenir de notre jeunesse qui est aussi celui de notre pays...

C'est le message que nous avons fait entendre **le samedi 17 janvier**.

C'est ce même message que nous devons envoyer **le jeudi 29 janvier**

en se mobilisant massivement, aux côtés de tous les salariés du public et du privé, aux côtés des lycéens et des étudiants, pour que se mette en place une politique de la formation et de l'emploi dans notre pays.

Horaires des manifestations prévues le 29 JANVIER :

AMIENS, 14h30 - Maison de la Culture

FRIVILLE-ESCARBOTIN, 14h30 - Place Jean Jaurès

ABBEVILLE, 14h30 - Théâtre, Bd Vauban



Tous ensemble, mobilisons-nous

Les récents reculs du ministère de l'Éducation nationale concernant la réforme des lycées et la réduction de moitié des suppressions de postes RASED (1500 au lieu de 3000 initialement prévu), nous invitent à poursuivre nos actions pour un avenir meilleur.

Dans cette perspective, le SE-UNSA, dans le cadre de l'UNSA a décidé d'appeler l'ensemble des membres de la communauté éducative à la grève du jeudi 29 janvier pour la défense du service public.

L'union faisant la force, L'UNSA élargit son appel au **privé** au même titre que les autres organisations syndicales, événement par ailleurs inédit depuis de longues années.

Il s'agit, dans l'ensemble des dossiers en cours, de dénoncer non seulement la **méthode** du gouvernement consistant à faire passer en force les réformes sans concertation mais également les **choix budgétaires** entrepris.

En effet, nous ne pouvons accepter la suppression de 13500 postes à l'Éducation nationale au même titre que le recours généralisé au chômage technique, à des licenciements, à une baisse de salaires ou à des délocalisations dans le privé.

Nous souhaitons que l'État tire les leçons de la crise actuelle en jouant son rôle protecteur auprès des salariés tout en garantissant l'emploi.

Pour toutes ces raisons loin d'être exhaustives, faites usage à bon escient de votre droit de grève le 29 janvier aux côtés de l'ensemble des salariés et des personnes faisant les frais de cette politique néolibérale.